

## Déclaration du 1er mai 2018

Aujourd'hui 1<sup>er</sup> mai c'est la fête des travailleuses et des travailleurs.

C'est la fête de la Solidarité, l'occasion de célébrer le bien Public au service de tout un chacun, de se rassembler pour se retrouver, entretenir les liens de camaraderie, d'amitié qui nous réunissent ainsi que de réaffirmer que l'on partage nombre de Valeurs pour une Société meilleure!

Le 1<sup>er</sup> mai est férié depuis 1947. Durant 70 ans, notre pays a connu une période de progrès social à la sortie de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, le

Conseil National de la Résistance mettant en place les piliers du Service Public que sont la Sécurité Sociale, l'assurance chômage, la retraite par répartition et nationalisant nombre de banques et les entreprises distribuant l'énergie (EDF...)... Ensuite, le SMIG puis le SMIC, le revenu minimum obligatoire, puis la 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés, le RMI, le RSA, la réduction du temps de travail hebdomadaire : les 35 heures...

L'avènement généralisé de la mixité qui de l'Ecole au milieu du travail, l'émancipation de la femme qui doit cependant batailler toujours et encore pour arracher une place qui devrait lui revenir naturellement...

Des gouvernements sont passés, des alternances politiques aussi ... Des traités proclamés comme étant indispensables à une meilleure Europe ont été signés et leur application a de fait condamné tous les pays membres à se plier à la doxa communautaire. Des gros mots ont fait leur apparition pour s'installer finalement durablement dans les discours et actes de nos politiques qui les ont fait leur : critères de Maastricht, redéploiement, flexibilité, RGPP, non remplacement d'un fonctionnaire sur 2, politique volontariste de redressement des comptes publics, pacte de stabilité, ANI (accord national interprofessionnel), CICE (crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi), loi El Khomri, ordonnances loi travail Macron-Pénicaud, ministère des comptes publics...

La liste et longue et bien sûr non-exhaustive. Nous sommes certains que les tenants du pouvoir en place l'enrichiront très vite. Ils réforment à tout va pour l'intérêt exclusif d'une élite qui les a largement aidés à conquérir le pouvoir : grandes fortunes, lobbys industriels des grands groupes...

IL y a 50 ans, en mai 68, un slogan très connu disait " A bas le vieux monde".

Nous rejetons "le nouveau monde " que promet Macron à ses amis ! Nous voulons aujourd'hui plus que jamais un autre monde où la Terre serait ronde ; mais aussi un monde à construire sur des valeurs d'égalité, de justice sociale qui met le vivre ensemble, l'intérêt collectif au centre de ses préoccupations ! Celui qui rend le progrès à portée de mains et l'avènement d'un monde des possibles pour tout un chacun, même issu d'une condition sociale très modeste.

Nous ne pouvons quand même pas revenir au XIXème siècle voire même au Moyen-âge, longue période de l'Histoire où l'obscurantisme et le repli sur soi ont régné, laissant les petits seigneurs locaux, maîtres absolus du peuple de petits paysans asservis, à la merci de leur arbitraire.

## Réagissons! Résistons!

La politique macroniste fragilise la Démocratie et veut marginaliser les organisations syndicales. Le libéralisme à la Thatcher, emporte tout sur son passage, aveuglément.

La Fonction Publique est clairement dans le viseur et le pouvoir veut en faire son affaire.

- le dialogue social est inexistant,

- le statut des agents est remis en cause,
- les salaires sont bloqués : nouveau gel du point d'indice. L'évolution de carrière bloquée pour le plus grand nombre, seuls les plus "méritants" ont droit à une carotte,
- les conditions de travail de plus en plus difficiles et intenables,
- nombre de missions sont externalisées et déléguées au secteur privé : des pans entiers sont ainsi délaissés par un Etat, plus préoccupé par fermer boutique que par son obligation de s'acquitter de ses missions régaliennes.

Avant de fêter son 1<sup>er</sup> anniversaire de prise de pouvoir, Macron peut se féliciter d'avoir cristallisé la colère de l'opinion publique, qui est bien consciente des enjeux et voit son quotidien et celui de ses proches se déliter un peu plus chaque jour. Les mouvements sociaux se multiplient partout en France : les cheminots, les pilotes, les employés d'EPHAD, les agents hospitaliers, les agents des collectivités locales, les agents des Finances publiques, les enseignants, les employés travaillant dans le domaine des énergies, les chômeurs, les retraités, les étudiants... se rejoignent.

## Nous faisons tous le même constat amer : il est urgent de changer de système pour vivre dans un autre monde.

Les députés de la majorité se sont précipités pour voter des 2 mains le texte de loi asile-immigration de Colomb!

A Aurillac, des familles albanaises sont jetées à la rue car plus logées par le CADA. Elles sont en situation irrégulière et nous avons peu d'espoir sur leur sort. Des familles errent sans toit, leur prochaine nuit dépendra de l'aide des associations et bonnes fées locales. Une famille d'une école maternelle d'Aurillac attend son train pour rejoindre Lyon et l'avion qui les ramènera dans leur pays d'origine d'où ils sont pourtant partis, contraints. Que l'on se rassure l'Etat veille sur eux en leur donnant de l'argent pour les aider au retour ! D'autres familles attendent leur tour !

Les agents des collectivités locales se sont fortement mobilisés le 22 mars dernier. Leur temps de travail, de récupération, les conditions salariales sont fortement mise à mal par la loi mais aussi par l'application à la lettre des décideurs locaux.

L'Ecole n'est pas épargnée : les injonctions du ministre Blanquer sont de plus en plus agressives, prescriptives. Les enseignants sont considérés par leur propre hiérarchie comme des exécutants, qui ne pourront choisir librement leur pédagogie. Le MEN veut les déposséder de leur prérogative et leur professionnalisme. Le tout jeté en pâture à l'opinion publique en faisant constamment planer l'idée d'une Ecole d'autrefois meilleure que celle d'aujourd'hui. Il s'agit d'une forme de gouvernance autoritaire et qui ressemble de plus en plus à un comportement totalitaire. Censure, enseignants souscontrôle, évaluation au mérite. La réforme Parcours-sup ne ferait qu'amplifier cette déviance : une poignée de lycéens seraient les heureux élus car issus de famille d'origine sociale très favorisée, seules capables de retrouver leurs petits dans ce dédale de parcours à la carte, d'options, de voies royales qui leur seront réservées pour renouveler l'élite. La voie professionnelle est massacrée : le but officiel étant de rechercher l'adéquation entre l'offre scolaire et l'employabilité du jeune apprenti. Un bagage scolaire minimum et une formation régie par l'Employeur. On est loin d'un niveau de qualification élevé qui dote le jeune d'un maximum de connaissances et compétences générales pour en faire un citoyen à part entière.

La FSU fidèle à ses mandats et à ses valeurs émancipatrices, continue de lutter et de résister sans relâche pour défendre l'intérêt de toutes et de tous, pour préserver le Service Public et le développer, pour bâtir ensemble une autre Monde!